

SIR ROBERT BORDEN AU CANADIAN CLUB

Le premier ministre parle des relations futures du Canada et de l'Empire, ainsi que de la participation du Canada au conflit actuel. — Ses vues générales sur la situation européenne.

Invité au Canadian Club de l'Université McGill, le premier ministre du Canada, sir Robert Borden, a parlé, lundi soir, des relations futures du Canada et de l'Empire, relations qui ont spécialement trait aux relations étrangères de l'Empire et à leur participation par les Dominions d'outre-mer.

Le premier ministre débuta en parlant de la manière dont le Canada s'était assuré son autonomie sous le système britannique de liberté et d'autonomie.

"Il y a cependant, dit-il, quelque chose qui manque à notre autonomie. Je veux parler des relations étrangères, dont la décision amène soit la paix, soit la guerre. Sous ce rapport, nous n'avons pas encore obtenu ce que nous attendons. Mais cela viendra sous peu." Et le jour n'est pas loin où les jeunes gens à qui je parle, verront le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud et les autres Dominions, participer à ces questions aussi bien que ceux qui habitent les îles britanniques. Tout homme qui en doute, doute par le fait même de la solidité de l'Empire."

Le premier ministre traita ensuite des différentes circonstances qui amenèrent cet état de choses, et cita entre autres la guerre.

Parlant de la participation du Canada au conflit européen, sir Robert Borden ajouta : "En Grande-Bretagne on m'a parlé, dit-il, de 150,000 à 200,000 hommes. J'ai répondu que je ne croyais pas bon de citer des chiffres, mais que je croyais que le Canada était décidé à envoyer autant d'hommes qu'il en faudra pour le succès de la guerre. Le gouvernement canadien, ai-je aussi dit, n'hésitera pas à demander l'enrôlement, et je suis sûr que la réponse du pays sera celle que nous pouvons attendre."

Ces paroles furent longuement applaudies. Le premier ministre termina par un historique du conflit actuel.

AU CANADIAN CLUB

Lundi après-midi, sir Robert Borden était l'hôte du Canadian Club, à l'hôtel Windsor. Son arrivée fut acclamée.

"Je suis heureux, dit-il en débutant le premier ministre, d'avoir eu, durant les trois ou quatre derniers jours, l'occasion de parler de cette guerre qui détermine les destinées de plusieurs nations. On a beaucoup dit et beaucoup écrit sur la participation de notre empire dans ce conflit. M. Asquith et sir Edward Grey ont fait tous leurs efforts pour empêcher la guerre et ensuite pour la limiter. L'Angleterre ne pouvait donner une réponse hâtive, car aujourd'hui, c'est le corps parlementaire responsable au peuple, et non le roi seul, qui déclare la guerre.

"Il n'est pas nécessaire de discuter l'entente avec la France. La croissance formidable des marines de guerre dans tous ces pays et spécialement en Allemagne, rendit nécessaire en ces dernières années l'établissement d'une entente avec d'autres puissances pour le maintien constant de nos voies maritimes. L'Angleterre devait sauvegarder les intérêts français sur les océans et la France, sauvegarder les intérêts anglais dans la Méditerranée. Le parlement anglais, appuyé et fortifié par l'opinion publique, déclara qu'il fallait accomplir non seulement la lettre du traité, mais l'esprit qu'il renfermait.

"L'acte de l'Angleterre fut motivé par l'Allemagne elle-même. Toutes les grandes puissances avaient garanti la neutralité de la Belgique par un traité solennel, d'abord en 1832, puis en 1839. En 1870, la Grande-Bretagne déclara qu'elle attaquerait l'Allemagne ou la France si on violait le territoire belge. En 1914, elle prit la même décision. La France s'engagea aussi à respecter la neutralité de la Belgique. La même promesse fut demandée à l'Allemagne; elle répondit cependant par l'invasion.

"Les apologistes allemands ont la témérité de déclarer que, sous les circonstances, c'était le devoir de la Belgique de laisser passer les armées allemandes par son territoire pour leur permettre d'attaquer la France. D'après les lois édictées par le tribunal de La Haye en 1907, aucun pays neutre ne peut permettre aux belligérants de traverser son territoire. La Belgique en accédant aux demandes de l'Allemagne aurait commis un acte de guerre contre la France.

"Un citoyen américain, qui avait reçu un des innombrables pamphlets allemands qui circulent actuellement aux Etats-Unis écrivit en réponse: "Si vous désirez justifier votre cause, dites-moi d'abord pourquoi vous êtes en Belgique et ce que vous faites là."

"En Allemagne, on a une vague idée du gouvernement responsable. Le Kaiser choisit lui-même ses avisiers et ils ne sont responsables qu'à lui-même. L'individu existe pour l'Etat, mais l'Etat n'existe pas pour l'individu. Les Allemands croient que leur idéal doit prévaloir et que la démocratie anglaise n'est que temporaire, devant s'évanouir tôt ou tard. Leurs historiens ont déclaré que la grandeur de l'Allemagne trouve sa source dans le gouvernement prussien et que la grandeur du monde doit découler de ce parfait modèle par la prédominance de la culture allemande, de la mentalité allemande, en un mot, du caractère allemand.

"Les colonies allemandes sont gouvernées comme l'Allemagne par

la volonté de ceux qui contrôlent l'Etat et non par le peuple. Les puissances de l'Empire britannique ont un gouvernement populaire. Dans un cas, c'est la liberté qui en résulte, dans l'autre, la déchéance engendrée par l'autocratie. C'est cette secte militaire qui a enseigné au peuple allemand pendant plus de 20 ans, que l'empire britannique obstruait le sentier de la guerre et que la guerre était inévitable. On reconnaissait et on déclarait même ouvertement que l'Allemagne devait combattre et gagner rapidement ce que les autres nations avaient pris des siècles à obtenir par un développement naturel. L'Allemagne voulait une place à part au soleil et l'Angleterre était dans son chemin.

"L'esprit du militarisme prussien savait de prime abord que son idéal ne pouvait se réaliser sans une guerre victorieuse contre l'empire anglais. Cet esprit parle en Bismarck en 1870, quand il dit : "Les grandes questions doivent être réglées par le fer et le sang." Les Allemands croient que nous sommes en décadence et que l'empire est un rêve qu'il faut dissiper. Ils ont vu à la défaite du Danemark en 1864, de l'Autriche en 1866, de la France en 1870; ils veulent y ajouter l'Angleterre en 1914.

"Vous connaissez tous le rôle important de la guerre dans laquelle nous sommes engagés. L'histoire ne rapporte aucun conflit aussi gigantesque. Nos alliés, comme nous, y jouent leur vie. "Nous devons régler notre compte avec la France," disait Bernhardt. La France doit être si complètement écrasée que nous ne la retrouverons jamais dans notre chemin. Ce sera une guerre à mort avec la France qui devra perdre sa position comme grande puissance.

"La marine est encore notre grande protection. La prospérité de notre empire nous est assurée par notre puissance sur les mers. La loi navale allemande de 1900 signifiait expressément que la flotte anglaise devait avoir une rivale. L'inégalité du risque naval des deux empires ne doit pas être perdue de vue dans la considération de ce projet. L'un compte ses armées par millions et l'autre par milliers. Les forces militaires de notre empire sont insignifiantes comparées à celles de l'Allemagne. Un grand combat naval perdu par l'Angleterre signifierait la ruine du Royaume-Uni et l'ébranlement de l'empire britannique.

"Personne ne peut alléguer que la politique navale de la Grande-Bretagne a été provocatrice. Durant les dernières années elle a essayé de tempérer et de réduire la folie des armements. L'Allemagne s'est toujours refusée à suivre les mêmes procédés. En 1920, cette puissance devait avoir une marine de guerre égale à la marine anglaise d'aujourd'hui. Tous les vaisseaux du Kaiser étaient supposés se maintenir à proximité des côtes allemandes et anglaises, prêts à prendre une attitude offensive en tout temps, dans la mer du Nord ou l'Atlantique.

"Les escadres allemandes ne sont pas sorties de leur abri pour venir engager la flotte anglaise dans une grande bataille. Personne ne peut dire ce que l'avenir réserve, mais il est certain qu'en coulant un croiseur ou un torpilleur ici et là, l'Allemagne se prépare à entreprendre la lutte à des conditions plus égales. Notre commerce a quelque peu souffert des ravages de l'"Emden" du "Carlsruhe" et du "Konigsberg". Nous devons cependant rendre témoignage à l'habileté de la Grande-Bretagne d'avoir pu embouteiller la flotte allemande dans la mer du Nord. La puissante flotte française de la Méditerranée l'a aidé à exécuter cette concentration de ses plus gros vaisseaux. Winston Churchill, secrétaire de l'Amirauté, a donné une juste appréciation de la tâche brillante accomplie jusqu'ici par la marine anglaise."

Le premier ministre dit ici quelques mots du système d'espionnage que les Allemands poursuivaient dans tous les pays du monde. Ce service secret donnait apparemment au gouvernement du Kaiser plus d'informations qu'il n'était capable d'en digérer. L'Irlande devait se révolter, les Indes se soulever et les colonies demeurer impuissantes. Le gouvernement allemand croyait évidemment que la race anglaise était décollante, que la prétendue farce de l'Empire était une illusion et que nous devions crouler devant son attaque formidable, parce que nous étions trop égoïstes, trop mercantiles et trop lâches pour justifier notre existence continue. Dans le livre de Bernhardt, à la page 137, traitant des Dominions, en 1913, il dit : — "On peut complètement les ignorer au cas où une guerre européenne éclaterait." Eh bien, ils trouveront 250,000 hommes de ces colonies devant eux bientôt. Ces vaillants soldats auront à honneur de combattre aux côtés des Belges et des Français et je suis certain qu'ils seront l'admiration du monde.

Les colonies ne participent pas encore aux conseils de l'Empire, mais je suis certain que cette guerre va précipiter une solution en ce sens. Je dois ici rendre un témoignage d'admiration au ministre de mon gouvernement qui nous représente à Londres en ces temps difficiles. Il accomplit à notre honneur une tâche magnifique.

Si longue que soit à venir la fin du conflit actuel, il n'y a qu'un

solution et c'est l'écrasement de militarisme.

LA REVUE MILITAIRE.

Le premier ministre du Canada, Sir Robert Borden, accompagné de MM. C. J. Doherty, Louis Oubert, T. Chase Casgrain, Sir Charles Davidson et H. B. Ames, député, a passé les troupes locales en revue, lundi soir dernier, sur la revue Jeanne Mance. Officiers et soldats étaient au nombre de 3,133 sous le commandement du colonel Wilson aidé du major Leduc, du major W. R. Anderson, du colonel Fages, du lieutenant-colonel R. Costigan, du major Y. B. Yates, du lieutenant-colonel W. J. Stewart et de quelques autres officiers.

Les régiments qui figuraient étaient l'Artillerie de campagne comptant 133 hommes, le 23^e bataillon 646, le 24^e bataillon 1008, le corps médical d'armée 296 et le régiment provisoire de McGill 1200.

A son arrivée sur le parc Mance, le premier ministre reçut le salut général des troupes. Il passa ensuite par les rangs avec les membres de son cabinet. Avant de donner le signal du départ, le colonel Wilson demanda à ses soldats de lancer trois hourras d'acclamation pour Sir Robert Borden.

Après la parade, le premier ministre se rendit aux quartiers généraux de la Milice sur la rue Peel, où il s'entretint pendant quelque temps avec les officiers. Sir Robert Borden visita aussi les bureaux généraux des Fonds Patriotiques Canadiens, dans l'édifice Drummond.